

Évaluation prospective de l'appui du PME à l'éducation au niveau des pays

Éthiopie, Second Rapport Annuel

RÉSUMÉ EXÉCUTIF | FEVRIER 2020





Copyright © Universalia 2019, tous droits réservés

Groupe de gestion Universalia
245, avenue Victoria, bureau 200
Westmount, Montréal (Québec)
Canada H3Z 2M6

www.universalia.com

Résumé exécutif

A) Aperçu

Il s'agit du second (et dernier) rapport annuel développé dans le cadre de l'évaluation prospective sur trois ans du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) en Éthiopie - l'une des huit évaluations prospectives au niveau des pays qui seront complétées par un total de 20 évaluations sommatives, réalisées entre 2018 et 2020. Il fait suite à un rapport initial pour l'Éthiopie, soumis en avril 2018 et un premier rapport annuel soumis en décembre 2018. Le présent rapport dévoile les résultats de la mission d'évaluation prospective finale dans le pays, qui s'est déroulée du 12 au 23 août 2019. Le rapport présente en outre des conclusions émises sur la base de la collecte, du suivi et de l'évaluation des données entrepris tout au long de la période d'évaluation et est rédigé en tant que rapport autonome pour l'évaluation prospective de l'Éthiopie entre 2017-2020.

B) But et objectifs

Le but des évaluations prospectives est de mesurer si le soutien et l'influence du PME orientent la planification, la mise en œuvre et le suivi du secteur de l'éducation vers les résultats intermédiaires décrits dans sa théorie du changement (TdC). Au cours des deux premières années, les évaluations prospectives ont regardé de l'avant et ont exploré ce qui se passait, lorsque cela se passait. Elles ont observé de près les décisions initiales, documenté les perspectives des décideurs et se sont concentrées sur les activités et la participation des principales parties prenantes au début de la période considérée. Ceci dans le but de comprendre si des progrès ont été réalisés et si - et dans quelle mesure - le PME a apporté une contribution. Ce rapport finalise l'évaluation pour l'Éthiopie, avec une vue sommative couvrant la période 2014-2019.

L'objectif des évaluations prospectives est d'évaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficacités des contributions du PME au niveau des pays, ainsi que la validité de la TdC du PME à la lumière de son Plan stratégique pour 2016-2020. Les évaluations prospectives visent à déterminer si - et comment - le soutien et les activités du PME concourent aux résultats et à l'impact potentiel au niveau des pays. Elles sont conçues pour évaluer les progrès du PME vis-à-vis ses propres buts et objectifs.

C) L'éducation en Éthiopie

Le système éducatif en Éthiopie est décentralisé. Il est dirigé au niveau fédéral par le ministère central de l'Éducation (FMOE) – qui est responsable de l'éducation de base -, et par le nouveau ministère des Sciences et de l'Enseignement supérieur (MoSHE) – qui est responsable de l'enseignement supérieur, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (EFTP). Les deux ministères collaborent avec les bureaux régionaux de l'éducation au niveau régional et les bureaux de l'éducation des woredas au niveau local. Ces bureaux régionaux sont chargés de l'administration et de la gestion de l'éducation de base, de l'EFTP et des programmes et institutions de formation des enseignants. Le ministère de l'Éducation formule une politique et des lignes directrices qui sont mises en œuvre par les divers bureaux régionaux.

Dans l'ensemble, le secteur de l'éducation éthiopien progresse, mais de grands défis demeurent. Ces dernières années ont reflété l'histoire des changements éducatifs dans la plupart des pays en développement - des investissements substantiels ont été faits pour garantir que les enfants puissent accéder à l'école primaire, entraînant une augmentation spectaculaire des inscriptions dans les premières années. Cela a créé des pressions sur le système, provoquant un certain « roulement » au cours des

premières années, car les apprenants de première génération ont du mal à répondre aux normes définies dans les programmes scolaires. Il en résulte des taux de scolarisation élevés, mais également des taux de redoublement et d'abandon élevés, de faibles taux d'achèvement du primaire et une baisse des inscriptions dans chaque classe suivante. Cependant, l'engagement du gouvernement en faveur de l'éducation semble fort (bien qu'il soit peut-être trop orienté vers l'enseignement supérieur), comme en témoigne l'investissement éthiopien d'un quart des dépenses publiques dans l'éducation, et le soutien des bailleurs est bien harmonisé.

Les défis et les pressions qui pèsent sur le système éducatif en Éthiopie sont dus en partie aux différences dans les capacités des familles à aider leurs enfants à apprendre durant leur scolarisation. L'enquête démographique sur la santé en Éthiopie de 2016 a montré que près de la moitié des femmes (48%) et 28% des hommes âgés de 15 à 49 ans n'ont pas d'éducation formelle, que 32% des femmes et 44% des hommes âgés de 15 à 49 ans sont allés au primaire mais n'ont pas fini leur cycle, et que 3% des femmes et 5% des hommes âgés de 15 à 49 ans ont terminé leurs études primaires. Cela représente près de 80% des adultes en Éthiopie âgés de 15 à 49 ans, couplé à un taux d'alphabétisation des adultes en Éthiopie qui reste faible.

La politique nationale régissant le secteur de l'éducation est la Politique d'éducation et de formation (Education and Training Policy, ou ETP) lancée en 1994, et qui couvre 20 ans. À l'époque, la politique met l'accent sur « la modification du curriculum, la préparation des matériels d'apprentissage, l'attention nécessaire au développement de la carrière des enseignants et la modification de la structure organisationnelle » de l'ensemble du système éducatif éthiopien. Cette politique a d'abord engendré le premier programme quinquennal de développement du secteur de l'éducation (Education Sector Development Program, ou ESDP I), de 1997/98 à 2001/02. Le gouvernement est actuellement dans sa cinquième plan ESDP, couvrant 2015/16 à 2019/20. Ce dernier a été approuvé en mai 2015 par le Groupe de travail technique sur l'éducation - le groupe local des partenaires de l'éducation en Éthiopie.

En 2009, le gouvernement de l'Éthiopie et la Banque mondiale (BM), ainsi que des partenaires au développement, notamment le DFID, la Finlande et l'UNICEF, ont lancé le Programme général d'amélioration de la qualité de l'éducation (General Education Quality Improvement Program, ou GEQIP), qui couvre les programmes quadriennaux GEQIP I et II. Ces derniers qui ont pour objet d'aider à mettre en œuvre des plans ESDP IV et ESDP V. Le GEQIP a été conçu pour créer les conditions permettant d'améliorer les résultats d'apprentissage dans l'enseignement primaire et secondaire. GEQIP II, qui devrait se terminer en décembre 2019, est aligné sur le plan ESDP et est mis en œuvre grâce à un fonds commun de 550 millions de dollars américains.

Le successeur de GEQIP II a été lancé en décembre 2018. Le programme de résultats GEQIP-Équité (GEQIP-E) (PforR) est un programme de cinq ans. Selon le Document d'évaluation du programme (PAD) pour le GEQIP-E, il a été lancé avec un financement de l'IDA de 300 millions de dollars, un financement d'autres partenaires de développement (PDD) de 140 millions de dollars américains (DFID : 117 millions de dollars américains, Finlande : 19 millions de dollars américains et UNICEF : 4 millions de dollars américains) et un financement public de 1 460 millions de dollars. Ce qui laisse un déficit de financement à hauteur de 300 millions de dollars au jour de juillet 2019.

Le ministère central de l'Éducation (FMoE) a officiellement lancé la préparation du prochain plan sectoriel de l'éducation, ESDP VI (2020-21 / -2024/25) en mars 2019. Il est prévu que le plan soit élaboré au début de 2020. L'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIPe) a fourni un soutien technique dans le cadre de l'élaboration de l'ESDP VI. En outre, une Feuille de route pour le développement de l'éducation est en cours d'élaboration dans le cadre d'un processus de réforme parallèle. En septembre 2019, le ministère de l'Éducation a rendu public un projet de feuille de route pour le développement du secteur de l'éducation sur le long terme (2018-2030) destiné à transformer le

secteur. Cette feuille de route fournit une vision élargie pour le développement du secteur de l'éducation, et a été formulée à travers un vaste processus de consultations conduites entre 2016 et 2019.

L'offre éducative reste entravée par des crises d'urgence aggravées qui continuent de perturber l'accès des enfants à l'école. Sur les 25 millions d'enfants âgés de 3 à 14 ans, 2,2 millions (9%) sont déplacés à l'intérieur du pays ou affectés par des crises et des catastrophes et 1% sont des réfugiés. En outre, plus de 2,7 millions d'enfants ont été identifiés comme ayant besoin d'une assistance éducative en 2019, dont environ un million d'enfants qui n'ont pas pu accéder aux services éducatifs pendant le conflit en raison de dommages et de fermetures d'écoles au cours des trois dernières années. En réponse à ces urgences, entre avril 2017 et avril 2019, l'initiative Education Cannot Wait (ECW) - un fonds mondial pour l'éducation en crise hébergé par l'UNICEF - a soutenu des plans visant à augmenter le nombre d'enfants réfugiés inscrits dans l'enseignement primaire, grâce à la construction de nouvelles écoles et salles de classe, en soutenant la formation des enseignants grâce à des programmes qualifiant pour un diplôme et en fournissant du matériel d'enseignement et d'apprentissage.

En novembre 2017, le gouvernement a lancé le Cadre de réponse globale pour les réfugiés (Comprehensive Refugee Response Framework, ou CRRF) afin de mettre en œuvre les engagements du gouvernement et de mobiliser le soutien international des bailleurs bilatéraux et des institutions multilatérales. En outre, la Proclamation sur les réfugiés de 2019 – qui remplace la Proclamation précédente sur les réfugiés 409/2004, a officialisé le droit des réfugiés de fréquenter les écoles du système éducatif national, conformément aux promesses du gouvernement de soutenir l'intégration des réfugiés.

En 2018, le Parlement éthiopien a également adopté une nouvelle proclamation qui régit les organisations de la société civile (OSC), remplaçant la proclamation de 2009 qui limitait grandement le travail et l'espace politique des OSC. En vertu de la nouvelle loi, toutes les organisations - les OSC financées par des fonds étrangers et étrangers - « ne sont plus interdites de s'engager dans des activités de plaidoyer et de défense des droits de l'homme », avec le contrôle de l'État sur la distribution des fonds toujours en place.

D) Le PME en Éthiopie

L'Éthiopie est un partenaire du PME depuis 2004. À ce jour, 368 millions de dollars ont été alloués et plus de 330 millions de dollars ont été décaissés au moyen de sept financements. En date d'octobre 2019, il s'agissait de : deux financements pour le développement de plans dans le secteur de l'éducation (ESPDG) avec la Banque mondiale et l'UNICEF en tant qu'agents partenaires (AP) ; deux financements pour le développement de programmes (PDG) ; et quatre financements pour la mise en œuvre de plans du secteur de l'éducation (ESPIG), tous deux alignés sur deux fonds communs GEQIP et gérés par le biais du Fonds fiduciaire multi-bailleurs (Multi-Donor Trust Fund, ou MDTF) de la Banque mondiale.

L'Éthiopie a également reçu un financement du Fonds de la société civile pour l'éducation (FSCE) du PME, d'une valeur totale de 302 252 dollars, couvrant trois ans (2016 à 2018). Le financement a été attribué au Basic Education Network Ethiopia (BEN-E), un consortium de 90 organisations éthiopiennes et internationales travaillant sur l'éducation de base.

Le PME fournit également une gamme de contributions non financières, principalement grâce au travail du Secrétariat, de l'agence de coordination (AC), de l'agent partenaire (AP), et de l'engagement au niveau mondial du PME - comme les activités centrales mondiales et régionales du PME (GRA) programme créé en 2010 pour soutenir la recherche, le renforcement des capacités, le développement des connaissances et le partage des pratiques factuelles aux niveaux mondial, régional et national. L'Éthiopie a participé à deux financements GRA axés sur les objectifs du pays en matière d'accès et d'équité : (1) un financement GRA n° 12 (clôturé en juin 2018) visant à améliorer la capacité de planification et de mise en œuvre conjointe entre les ministères de la santé et de l'éducation, pour des programmes intégrés de santé et de

nutrition scolaires, avec le soutien de la Banque mondiale en Éthiopie, au Cambodge, au Ghana et au Sénégal ; et (2) un financement GRA n° 16 (clôturé en décembre 2017) consacré à la lutte contre les violences fondées sur le genre à l'école avec le soutien de l'UNICEF et de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) en tant qu'organisations partenaires en Éthiopie, au Togo, en Côte d'Ivoire et en Zambie. En outre, l'Éthiopie a été un pays bénéficiaire du GRA n°11 (clôturé en décembre 2017) qui s'est concentré sur la correction des lacunes en matière de connaissances et de capacités dans un certain nombre de domaines thématiques (par exemple, le mariage des enfants, les avantages de l'éducation des filles).

L'Éthiopie a également participé à la récente analyse (2019) du système national d'évaluation des apprentissages (ANLAS) élaborée dans le cadre du travail pilote du PME sur l'évaluation au service des apprentissages (A4L) dans le cadre de l'Échange de connaissances et d'innovations (Knowledge and Innovation Exchange, ou KIX). En outre, le Secrétariat du PME s'est rendu en Éthiopie en 2019, pour la tenue de la Table ronde sur les solutions pour les données sur l'éducation, qui avait pour but de soutenir le renforcement du système éthiopien de données sur l'éducation et mieux comprendre les défis liés aux données dans des pays tels que l'Éthiopie.

Au cours de la période d'évaluation (2014-2019), l'engagement du PME se compose en grande partie du quatrième ESPIG (100 millions), aligné sur le programme GEQIP-II, et d'un soutien non financier à la planification, au dialogue/suivi et au financement (par exemple technique soutien à la trésorerie en matière de budgétisation).

Le financement ESPIG IV du PME comprend deux parties - une part fixe et une part variable - qui soutiennent toutes deux l'ESPD V. La part fixe (d'une valeur de 70 millions de dollars) sert de financement supplémentaire pour la mise en œuvre du GEQIP II et court jusqu'au 31 décembre 2019.

La part variable (d'une valeur de 30 millions de dollars) est une nouvelle composante du modèle de financement introduite en Éthiopie dans le cadre du cycle de financement ESPIG 2017-2019. Cette tranche est basée sur la performance par rapport à des indicateurs clés définis lors du processus de requête. Cela a été mis en œuvre dans le cadre d'un projet autonome connu sous le nom de Projet de financement basé sur les résultats de l'éducation en Éthiopie (Ethiopia Education Results Based Financing Project, ou EERBF), qui a pris fin en juin 2019.

Pour les ESPIG actuels et passés, la Banque mondiale a été choisie comme agent partenaire en raison de son rôle dans la gestion des fonds fiduciaires plus larges. Le rôle de CA est rempli à tour de rôle, l'USAID et l'ambassade de Norvège ayant succédé à l'UNICEF en mars 2019.

E) Contributions du PME à la planification sectorielle

État de la planification sectorielle en Éthiopie entre 2014 et 2019

La planification du secteur de l'éducation en Éthiopie est jugée solide, conduite et appropriée par le gouvernement. Le développement de l'ESDP V a été conduit par une équipe centrale nationale / un groupe de travail de la direction de la planification du ministère de l'Éducation. L'ESDP V constitue le document de planification et de stratégie actuel pour le secteur de l'éducation, et couvre une période de cinq ans, de 2015/16 à 2019/20. Il se fonde sur les itérations précédentes, y compris la poursuite de deux des priorités fixées dans l'ESDP IV. Le premier consiste à améliorer l'accès à un enseignement primaire de qualité pour garantir que tous les enfants acquièrent les compétences, les aptitudes et les valeurs qui leur permettent de participer pleinement au développement de l'Éthiopie; et le second consiste à maintenir un accès équitable à des services d'enseignement secondaire de qualité.

L'élaboration de plans sectoriels au niveau national a tendance à être de grande qualité, mais il existe des faiblesses persistantes dans la capacité de planification au niveau infranational, notamment en ce qui concerne l'intégration des priorités éducatives infranationales dans la planification nationale globale et l'alignement entre les plans régionaux et nationaux. L'ESPD V s'accompagne d'un plan d'action pluriannuel (Multi Year Action Plan, ou MYAP) et d'un cadre de résultats, dont le développement avait été financé par le PME en 2016 - via un ESPDG - avec l'UNICEF en tant qu'agent partenaire. L'ESDP V répond au nombre minimum de normes de qualité du PME / IIPE (cinq sur sept).

Le GEQIP est étroitement aligné sur l'ESPD et utilise un mécanisme de financement commun. En ce sens, la planification de programmes en Éthiopie peut être considérée comme intégrée à la planification sectorielle. Au cours de ses deux premières phases, le GEQIP a contribué à l'amélioration de l'offre d'intrants éducatifs, au renforcement du système SIGE et à la mise en place de systèmes tels que l'inspection des écoles. Cependant, de faibles résultats d'apprentissage demeurent. Conscient de cela, au cours de la période considérée, GEQIP II a informé la conception de sa troisième phase - GEQIP-E, en particulier en passant d'une approche basée sur les intrants à une concentration sur trois domaines de résultats (liés aux décaissements) identifiés comme les principales contraintes : efficacité, équité et apprentissage.

L'inclusion dans les processus de planification sectorielle s'est améliorée avec un vaste processus consultatif entrepris sur trois ans pour préparer le nouveau plan stratégique à long terme, la Feuille de route 2030. Le processus de consultation s'est conclu par un document détaillé (résumé en 100 pages) qui contient des constatations relatives aux réussites, lacunes et défis dans six domaines (enseignement préscolaire et primaire ; enseignement secondaire et préparatoire ; formation des enseignants ; enseignement supérieur ; enseignement technique et professionnel ; et politique, gouvernance et leadership). Le document propose aussi des réformes et recommandations. Cependant, les difficultés de rationalisation de la plupart des recommandations issues du processus consultatif (le nombre de changements majeurs proposés s'élevait à 357, dont 32 pour l'enseignement primaire) ont raccourci la période disponible pour développer l'ESDP VI - avec des implications potentielles pour une consultation approfondie.

Contributions du PME à la planification sectorielle

Le financement du PME a soutenu des éléments de la planification sectorielle accompagnant l'ESPD V, ce qui a contribué à améliorer la qualité du plan sectoriel fédéral. Le PME a fourni un financement ESPDG (avec l'UNICEF en tant qu'agent partenaire) pour soutenir l'élaboration du MYAP (le plan d'action pluriannuel) et du cadre de résultats, en tant que documents d'accompagnement de l'ESPD V. Cela était nécessaire en raison des prérequis du quatrième ESPIG. Ceci est un exemple clair de l'influence du Secrétariat du PME sur la qualité du processus de planification du secteur fédéral. Le Groupe d'experts a accueilli favorablement le plan d'actions, les parties prenantes suggérant que les processus et l'assistance supplémentaires soutenus par le Secrétariat étaient une occasion d'améliorer le processus de planification.

Le projet EERBF, financé uniquement par le PME, a été le premier financement axé sur les résultats dans le secteur de l'éducation en Éthiopie. Il a eu un impact sur des éléments de la planification sectorielle, en raison de ses exigences en matière d'objectifs « stretch » - « Le gouvernement doit planifier à l'avance pour atteindre les objectifs ». La mesure dans laquelle ces leçons ont influencé la conception technique du GEQIP-E, en ce qui concerne les indicateurs liés au décaissement, est incertaine - de nombreuses parties prenantes ont noté que le GEQIP-E ne serait jamais entièrement passé au financement axé sur les résultats, si l'expérience du projet de l'EERBF sur la mise en place d'un cadre réaliste et réalisable des objectifs et des délais avait été examinée.

Implications pour le PME

Le PME a joué un rôle considérable dans l'amélioration de la qualité des plans du secteur de l'éducation en Éthiopie, notamment en incitant le gouvernement à s'approprier les plans sectoriels. Les données présentées ci-dessus ont certaines implications pour la TdC et le modèle de fonctionnement du PME en Éthiopie.

Les réflexions sur l'utilisation des critères par le PME pour évaluer la crédibilité des plans ont montré qu'il existe d'autres possibilités d'influencer la planification sectorielle en Éthiopie, par exemple si des sous-critères supplémentaires sont pris en compte dans le cadre d'évaluation. En particulier, il a été noté que les critères actuels du cadre de résultats du PME n'évaluent pas ou ne notent pas explicitement si les plans sectoriels combinent un « bon » équilibre entre des objectifs à la fois « stretch » et réalistes. La faisabilité dans le modèle opérationnel du PME, tel que le comprend l'équipe d'évaluation, fait généralement référence au degré auquel les buts, objectifs et indicateurs (ou cibles) de succès sont susceptibles d'être atteints par les pays partenaires. Ne pas trouver le bon équilibre – par exemple, avoir des objectifs irréalistes –, a plusieurs implications qui ont été observées tout au long de l'évaluation, telles que la dégradation de la performance et la limitation de la possibilité de suivre comment et pourquoi les objectifs sont (ou ne sont pas) atteints. Cela souligne que la « faisabilité » devrait également tenir compte de la mesure dans laquelle les cibles sont « stretch » mais réalisables, et ce dans des délais raisonnables.

Le soutien financier du PME à la planification sectorielle n'est pas considéré comme essentiel ni comme un facteur clé de motivation pour la production de plans sectoriels. Plusieurs parties prenantes ont également indiqué que l'Éthiopie pourrait obtenir le soutien financier pour la planification du secteur auprès d'autres bailleurs. Cependant, la perspective d'obtenir un ESPIG incite à améliorer la qualité de la planification. À ce titre, nous attirons l'attention sur les décalages entre la politique éducative éthiopienne et les cycles de programmation et financement du PME. De toute évidence, le processus de requête du financement ESPIG (à soumettre en janvier 2020), est conçu entre deux plans sectoriels, mais les préparatifs d'ESDP VI devraient se poursuivre après la finalisation de l'ESPIG.

Le décalage entre le calendrier des activités de planification et les financements du PME pose une question importante. Théoriquement, la conception du programme doit suivre le plan sectoriel. Cependant, dans ce cas, ces processus se déroulent en parallèle. En tant que programme financé par un fond commun, le succès du modèle du PME en Éthiopie dépend de la question de savoir si tous les membres du partenariat du PME alignent efficacement les processus de planification sectorielle et de conception des programmes et défendent les objectifs du PME (que les bailleurs s'alignent sur les priorités du pays, comme indiqué dans le plan) sur leurs objectifs bilatéraux indépendants.

F) Contributions du PME au dialogue et au suivi sectoriels

État du dialogue et du suivi sectoriels en Éthiopie de 2014 à 2019

Il existe quatre principaux forums de dialogue sectoriel en Éthiopie (chacun ayant différents degrés d'activité) : le Groupe de travail technique sur l'éducation (Education Technical Working Group, ou ETWG) ; la Conférence nationale sur l'éducation ; les Sous-Groupes de travail technique ; et le Pôle sur l'éducation en situations d'urgence. L'ETWG joue le rôle de groupe local sur l'éducation et est jugé extrêmement bien coordonné entre les partenaires au développement et le ministère de l'Éducation. Plus récemment, un « cluster » de l'éducation dirigé par le ministère de l'Éducation a été activé en janvier 2016 pour coordonner les réponses aux urgences.

Le dialogue dans le secteur de l'éducation est fréquent mais fortement axé sur l'éducation de base. Il y a peu de place pour des discussions à l'échelle du secteur, et le dialogue est également souvent limité aux questions de programmation technique et opérationnelle plutôt qu'aux discussions politiques et stratégiques plus larges. L'ETWG examine tous les aspects de la planification, du dialogue et de la prestation de services dans l'éducation de base. Cette concentration est attribuée à la préférence des bailleurs pour l'éducation de base. De même, de nombreux sous-groupes de travail technique ont été créés pour soutenir les bureaux régionaux de l'éducation et le ministère dans la mise en œuvre des indicateurs liés aux décaissements décrits dans le projet EERBF et dans le programme GEQIP-E, qui se concentrent également sur des activités sélectionnées couvrant l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire. En conséquence, les sous-secteurs tels que l'enseignement technique et professionnel, l'éducation des adultes et l'enseignement supérieur sont peu couverts dans ces forums, et il n'y a pas d'autres plateformes actives qui coordonnent le dialogue autour de ces domaines, ou incluent tous les acteurs sectoriels dans un dialogue collectif continu.

En Éthiopie, il y a eu un engagement historique limité de la société civile - jusqu'à récemment, la loi éthiopienne limitait considérablement l'espace politique des OSC. Au cours des deux dernières années, le ministère de l'Éducation a montré son engagement à améliorer l'inclusion dans l'ETWG, en particulier avec l'invitation de l'Association des enseignants en Éthiopie (Ethiopian Teachers Association, ou ETA) et d'une OSC, le Réseau d'éducation de base en Éthiopie (Basic Education Network-Ethiopia), à se joindre au groupe en 2017/2018. Le ministère de l'éducation fédéral a également souligné la nomination de l'ANFEA (une ONG locale) au ETWG comme preuve d'un dialogue sectoriel inclusif soumis par le gouvernement dans le cadre du processus de demande de financement du PME pour le quatrième ESPIG. Cela coïncide avec une nouvelle approche nationale de la réglementation des OSC en Éthiopie couplée à un nouveau Premier ministre qui soutient le dialogue, bien que les effets du changement de politique et de l'évolution de l'environnement politique restent à évaluer. Néanmoins, le manque de participation des OSC aux réunions de l'ETWG suggère que les potentialités liées à leur participation n'ont pas été achevées, et les efforts pour améliorer l'inclusion devraient aller au-delà de l'invitation et de l'encouragement, pour surmonter les défis qui entravent ce type de participation.

Malgré une tendance à décentraliser le pouvoir en Éthiopie, les régions ne sont pas encore présentes dans le dialogue sectoriel au-delà de la Conférence nationale sur l'éducation. Les structures de dialogue ne sont pas reproduites au niveau infranational. La Conférence nationale sur l'éducation est le principal et unique forum qui inclue les régions dans le dialogue sectoriel. Cette conférence a lieu une fois par an, sur des lieux qui changent d'une année sur l'autre, et implique un large éventail de parties prenantes allant jusqu'au niveau local (plus de 1 000 personnes y assistent chaque année). Il est généralement estimé que le potentiel stratégique de la Conférence nationale sur l'éducation est compromis par sa structure de présentation des résultats et le temps limité prévu pour le débat. Il est encourageant de constater une amélioration des discussions techniques et des données présentées lors des deux dernières conférences.

Les progrès au niveau du secteur font l'objet d'un suivi, mais pas de manière régulière – le suivi reste limité, se cantonnant à des missions conjointes tous les deux ans et le suivi des progrès du GEQIP, et se concentrant sur les domaines du programme plutôt que sur les progrès d'ordre sectoriel. Les principales sources d'information sont le SIGE et les évaluations nationales des apprentissages (NLA); les processus clés sont le suivi des projets et les revues sectorielles conjointes.

Le SIGE en Éthiopie est fonctionnel et produit suffisamment de données, mais n'est pas suffisamment utilisé à des fins de prise de décision. Les données existantes ne sont pas systématiquement analysées, discutées ou utilisées pour éclairer les principales décisions de programmation. Les parties prenantes ont souligné certains obstacles majeurs à cela : retards dans la publication, qualité variable des données et manque de capacité technique d'analyse. Les NLA, d'autre part, sont considérés comme une source fiable

d'informations pour suivre les améliorations des résultats d'apprentissage, mais ils sont administrés en 4e et 8e année, et seulement tous les quatre ans. En conséquence, les NLA sont un outil inadapté pour générer des données pour une prise de décision immédiate ou en temps opportun pour améliorer les résultats d'apprentissage.

Contributions du PME au dialogue et au suivi sectoriels

L'introduction de la part variable (le projet EERBF) a permis à l'ETWG d'améliorer le processus de suivi du secteur. Les parties prenantes ont réitéré que le projet a offert des opportunités pour habiliter le groupe local des partenaires de l'éducation à s'impliquer davantage dans la prise de décision et le suivi continu (bien que cela reste limité aux indicateurs liés aux décaissements), car l'ETWG et les parties prenantes ont une plus grande appréciation des résultats du suivi grâce à une approche de financement axée sur les résultats.

Le projet EERBF a généré plusieurs résultats positifs supplémentaires pour le suivi et le dialogue. Il a renforcé les capacités et l'autonomie de l'Agence centrale éthiopienne de statistique, qui a eu besoin de nouvelles méthodologies, procédures et techniques de triangulation pour vérifier les indicateurs liés aux décaissements ; et a souligné l'importance de la planification de la mise en œuvre et d'une meilleure évaluation des risques.

Implications pour le PME

Les revues sectorielles conjointes (RSC) en Éthiopie ne sont pas régulièrement utilisées comme mécanisme de suivi et semblent être convoquées pour cocher l'exigence (perçue) du PME à la lumière d'un processus de candidature ESPIG imminent. Le secteur bénéficierait de leur réintégration et d'une mise en œuvre énergique pour faciliter le suivi et le dialogue.

Parallèlement (et peut-être à cause de cela), les partenaires au développement souhaitent fortement associer les RSC à la Conférence nationale sur l'éducation, mais sa nature, en tant que mécanisme de responsabilisation nationale, signifie que le gouvernement préfère les maintenir séparés. L'intérêt des partenaires au développement à fusionner ces deux plateformes est dû en partie au manque de représentation des régions dans tous les autres forums où la participation des partenaires au développement est limitée. De même, le Secrétariat du PME pourrait utiliser son plaidoyer pour que les régions soient davantage et plus régulièrement incluses dans le dialogue sectoriel.

Faisant écho aux conclusions d'autres missions, la qualité des RSC augmenterait grandement si elles s'éloignaient d'une structure de type conférence, pour privilégier des discussions actives sur les implications de données produites régulièrement. Le Secrétariat du PME pourrait habiliter l'agence de coordination à le faire en partageant de manière proactive ses lignes directrices pour des RSC réussies, afin d'aider l'agence de coordination à faire pression pour un plus grand changement.

G) Contributions du PME au financement du secteur

État du financement du secteur en Éthiopie de 2014 à 2019

Les dépenses en éducation, en pourcentage du PIB et des dépenses publiques totales, sont restées largement cohérentes entre 2014 et 2017 (dernières données disponibles), avec quelques fluctuations annuelles. Les dépenses d'éducation représentent entre 4,1 et 4,8% du PIB et 24 et 27% des dépenses publiques. En termes de type de dépenses, l'éducation représente entre 30 et 33% des dépenses publiques récurrentes totales et environ un quart des dépenses en capital totales. Dans l'ensemble, le financement alloué à l'éducation en Éthiopie montre un engagement envers le secteur, bien que des

inquiétudes subsistent quant aux allocations entre les niveaux d'enseignement (compte tenu du financement important accordé à l'enseignement supérieur par rapport à l'enseignement de base) ainsi qu'aux pressions de l'inflation et de la croissance démographique.

En termes de financement international, l'Éthiopie est le plus grand bénéficiaire d'aide publique au développement nette à l'Afrique. La part de l'éducation est tombée à seulement 5% - 208 millions de dollars - dont environ la moitié, 109 millions de dollars, affectée à l'éducation de base. Ces montants ont fluctué au cours de la période considérée, bien que le montant alloué à l'éducation de base ait augmenté, passant d'environ un tiers des dépenses en 2014 à la moitié en 2017. Ces changements sont étroitement alignés sur les décaissements du fonds fiduciaire du GEQIP. Le financement des bailleurs est très aligné grâce à ce fonds commun.

Contributions du PME au financement du secteur (intérieur et ODA)

Rien n'indique que le PME a contribué à modifier le montant du financement sectoriel intérieur. Grâce au fonds multiplicateur, cependant, le PME peut contribuer à des changements dans le financement international - la Banque mondiale devant mobiliser 60 millions de dollars supplémentaires pour l'éducation des réfugiés.

Le PME a fourni un soutien financier direct aux deux programmes GEQIP précédents et devrait contribuer à GEQIP-E. Au cours de la période considérée (2014-2019), ce soutien financier se compose de 170 millions de dollars pour le GEQIP II et de 30 millions de dollars par le biais de la part variable d'un projet parallèle au GEQIP II, et d'une allocation nationale maximale de 125 millions de dollars en cours de préparation.

Alors que le soutien financier à GEQIP II ne représente que 2% du coût total de mise en œuvre de l'ESPD V pour l'enseignement général, le soutien financier du PME à GEQIP II représentait environ 30% de la part totale de l'investissement des PDD. Les parties prenantes ont décrit très favorablement la modalité financière du PME et le soutien du Secrétariat du PME qui l'accompagne, en particulier son approche flexible illustrée par l'extension du financement ESPIG et l'ajustement de certains indicateurs liés aux décaissements. Comme l'ont noté les parties prenantes, « le PME est flexible », « il écoute les demandes du ministère fédéral de l'éducation » et « cela est fondamental pour la programmation des bailleurs ».

Implications pour le PME

La contribution financière du PME au sein du fonds commun GEQIP II est importante et la valeur ESPIG est comparable en taille aux contributions des autres bailleurs ayant une plus grande présence dans les pays. Cela a des implications sur la capacité du PME à influencer les discussions sur le financement du secteur, car sa voix est souvent diluée par d'autres bailleurs étant donné le manque de présence à temps plein du Secrétariat du PME, et les multiples rôles joués par la Banque mondiale - hôte du Secrétariat du PME, membre du PME, partenaire d'exécution pour ses fonds en Éthiopie et, surtout, fiduciaire et partenaire de mise en œuvre pour le fonds fiduciaire du pays.

Ce sont ces deux derniers rôles qui peuvent être en contradiction, la gestion et la mise en œuvre du fonds d'affectation spéciale ayant préséance sur toute évolution des préférences de chaque bailleur, qui sont convenues au moment de contribuer au fonds commun. Ainsi, pour les bailleurs individuels, l'harmonisation entraîne une réduction de leurs éventuels leviers d'influence directe dans le secteur et rend impossible le suivi individuel de la mise en œuvre de fonds spécifiques (pour la part fixe). Dans l'ensemble, cependant, les bailleurs estiment que les avantages pour le secteur de l'éducation l'emportent sur leur perte d'influence.

La tension entre l'harmonisation et le fait d'avoir des contributions clairement spécifiées du PME n'existait pas dans le projet EERBF (financement basé sur les résultats). Les parties prenantes (PDD et gouvernement) étaient très attachées au fait d'avoir un projet autonome directement financé par le PME, notamment parce que le Secrétariat du PME a une relation étroite avec le ministère fédéral de l'éducation et est disposé à adapter la conception du programme aux défis. Les parties prenantes s'attendent à ce que le prochain ESPIG du PME finance GEQIP-E pour aider à réduire le déficit de financement prévu, ce qui pose une question sur la capacité du Secrétariat du PME à répondre aux besoins de flexibilité à l'avenir. Cette possibilité de communiquer, ainsi que la capacité et la polyvalence d'ajuster la conception du programme aux circonstances changeantes, sont perçues comme faisant défaut dans la modalité du fonds commun, où les coûts de transaction de la restructuration sont élevés.

Au-delà de cela, il n'est pas clair comment l'aspect du modèle de financement 70:30 du PME fonctionnera au sein de GEQIP-E. Sous l'ancien GEQIP, la composante IPF a absorbé la part fixe et la part variable est devenue un programme autonome. Dans GEQIP-E, la composante Financement de projets d'investissement a presque disparu et la conception globale est passée à un financement basé sur les résultats. On ne sait pas comment la part fixe - qui ne dépend pas des performances - fonctionnera sous ce modèle. Les parties prenantes avaient des opinions différentes à ce sujet, qui ne sont pas encore résolues et mettent en évidence les défis à venir. Plus précisément, plusieurs parties prenantes ont estimé que la part fixe du prochain ESPIG pourrait être utilisée au sein de la composante d'assistance technique du Financement de projets d'investissement (qui n'est pas basée sur les résultats), tandis que d'autres pensaient qu'elle devrait être répartie sur un éventail plus large de composantes, plutôt que sur un seul, simplement pour résoudre les problèmes liés aux modalités de financement.

H) Contributions du PME à la mise en œuvre du plan sectoriel

Mise en œuvre du plan sectoriel en Éthiopie de 2014 à 2019

Le secteur de l'éducation de l'Éthiopie met actuellement en œuvre son cinquième ESDP, qui s'étend de 2015/16 à 2019/20. Cela a été soutenu par le gouvernement Ethiope et les bailleurs à travers deux programmes d'investissement phares axés sur l'amélioration de l'enseignement général (du primaire au secondaire) : GEQIP II (2013-2019) et «E / Equity» (2018-2022). En outre, le financement de la part variable du PME (30 millions de dollars) a été programmé comme un projet distinct aligné sur l'ESDP V (le projet EERBF).

Il n'y a pas de suivi direct des activités ou des résultats de l'ESDP V et de nombreux objectifs de résultats pour le secteur n'ont pas été atteints. Le plan d'action pluriannuel présente un certain nombre d'activités stratégiques annuelles liées aux sous-objectifs de chaque programme, avec des coûts associés, ainsi qu'une description de ce qui sera entrepris. Cependant, dans l'examen à mi-parcours, il n'y avait aucune référence à ces activités. Au lieu de cela, seuls les progrès vers les indicateurs de résultats (tirés des données du SIGE) sont décrits. Compte tenu du volume d'activités du plan pluriannuel (963, dont 60% concernent l'amélioration de la qualité), il est difficile de réaliser des évaluations rétrospectives dans un délai limité.

Les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan sectoriel au cours de la période d'examen (2014-2019) ont été tirés par les activités du fonds commun GEQIP et celles encouragées par le financement axé sur les résultats. Il a également été mis à l'épreuve par la capacité de mise en œuvre du gouvernement et les faiblesses opérationnelles aux niveaux régional et local, avec des objectifs ambitieux qui testent la capacité de délivrer.

Contributions du PME à la mise en œuvre du plan sectoriel

Le PME a contribué à la mise en œuvre de l'ESPD V (2014 / 15-2019 / 20) à travers trois financements au cours de la période d'examen (2014-2019), pour un total combiné de 200 millions de dollars. Le financement direct du PME pour la mise en œuvre de GEQIP II s'élève à 170 millions de dollars pour ESPIG III et ESPIG IV (la part fixe), avec un financement de 30 millions de dollars pour la part variable de l'ESPIG alloué à un programme distinct aligné sur GEQIP II.

Compte tenu de la modalité de fonds commun, le soutien du PME à la mise en œuvre est difficile à dissocier des résultats globaux. Cependant, comme la part variable a été programmée séparément et liée spécifiquement aux indicateurs de réalisation et de résultat, il est plus facile d'identifier la contribution du financement du PME à ces domaines.

Le projet EERBF était le premier financement axé sur les résultats du PME et de la Banque mondiale dans le secteur de l'éducation en Éthiopie. Le projet a fourni une plateforme solide pour piloter des interventions, maintenant en cours de déploiement à l'échelle nationale. L'EERBF a modérément réussi à contribuer à l'amélioration des conditions d'apprentissage dans les écoles primaires et dans le préscolaire. Par contre, le projet a rencontré un certain succès en ce qui concerne le versement de financements additionnels aux écoles pour soutenir les enfants ayant des besoins spéciaux, la formation et la nomination de nouvelles directrices d'école dans le primaire, le développement d'un nouveau curriculum national en classe O et formation de plus de 90% des enseignants de classe O dans deux régions émergentes de l'Éthiopie.

La courbe d'apprentissage a été abrupte pour le gouvernement en termes d'adaptation au nouveau mode de paiement. En particulier, le manque de compréhension de ce qu'implique un financement basé sur les résultats a probablement entravé la mise en œuvre du projet EERBF. Les fonctionnaires en ont pris conscience lorsque les mauvaises performances de certaines régions en matière de résultats ont affecté le décaissement total des fonds. Le ministère fédéral de l'éducation était à l'origine attiré par cette modalité, car l'investissement n'était pas lié aux opérations ou aux lignes budgétaires, mais plutôt aux résultats, ce qui permettait une certaine flexibilité dans les dépenses. Les mêmes défis demeurent au sein du GEQIP-E, où, selon une étude récente, seuls des fonctionnaires au niveau fédéral et quelques intervenants régionaux et locaux avaient de bons niveaux de connaissance de l'approche de financement. Dans l'ensemble, plusieurs enseignements clairs tirés des défis de la mise en œuvre ont été tirés.

Implications pour le PME

La part variable a eu l'effet négatif de réduire l'accent mis sur la réalisation des résultats (donc, une visée plus étroite) plutôt que sur la modification du système d'une manière plus large. Cette constatation a des implications importantes pour le modèle opérationnel. En résumé, si nous souhaitons inciter à un changement de niveau de résultat, des objectifs de niveau de résultat sont nécessaires. Lorsque des cibles de niveau plus immédiat (extrants) sont sélectionnées, il est nécessaire de veiller à ce qu'elles soient complétées par une solide théorie du changement vers les résultats de plus haut niveau (comme cela se produit actuellement dans le processus d'assurance qualité) et que les conséquences involontaires soient délinées et atténuées.

De plus, il a été noté tout au long de cette évaluation, que les régions et woredas - le troisième niveau administratif - ont du mal à mettre en œuvre le plan. Cela, dans le contexte des indicateurs liés au décaissement / financement basé sur les résultats intégré dans GEQIP-E, présentera un risque si la communication reste faible et les problèmes de capacité persistent, car les fonds ne seront pas débloqués

faute de progrès. Divers intervenants ont indiqué que la rigidité et la très faible flexibilité du fonds GEQIP-E suscitent des inquiétudes pour le prochain ESPIG.

I) Renforcement du système éducatif

Changements au niveau du système

Le système éducatif en Éthiopie a connu des progrès dans l'accès et l'équité grâce à un nombre accru d'écoles et de mécanismes pour soutenir l'éducation préscolaire et les besoins spéciaux. Plusieurs interventions n'offrent pas de soutien à l'échelle nationale, car les régions émergentes étaient plutôt ciblées, et les progrès des programmes nationaux varient d'une région à l'autre.

L'ESPD V s'est engagé à faire en sorte que tous les élèves aient accès à un cycle complet d'enseignement primaire dans leur région. De 2016 à 2018, alors que davantage d'écoles primaires ont été construites, moins de salles de classe sont disponibles pour les élèves du primaire. Bien que l'analyse sectorielle de 2014 indique que des efforts de construction devaient être entrepris pour réduire la distance moyenne entre les familles et les écoles, avec un objectif d'un maximum de 3 km pour chaque enfant, aucune donnée n'est disponible pour savoir si cet objectif a été atteint. Les seules activités liées à la construction au sein du plan multi-annuel concernent la classe 0, les universités et les centres d'éducation des adultes - des progrès ont été réalisés au niveau universitaire mais aucune donnée n'a été communiquée pour les autres sous-secteurs.

En ce qui concerne la qualité et la pertinence de l'éducation, les retards dans la création du nouvel institut sur les programmes scolaires ont eu des répercussions sur la formation des enseignants et la réforme à l'échelle du système. Des progrès ont été accomplis dans l'élaboration du curriculum pour les classes 0 et l'augmentation du nombre total d'enseignants, même si l'efficacité des enseignants ne s'est pas améliorée. Dans l'ensemble, il y a eu des améliorations notables dans la proportion d'enseignants du préscolaire et des premières années du cycle primaire qui sont qualifiés.

La décentralisation a été de façon consistante l'un des piliers des réformes au cours des dernières décennies, les principales attributions étant passées aux régions et aux woredas. Un défi permanent au sein de ce système fédéraliste est qu'au niveau central, les décisions politiques, les plans d'action, les priorités, les jalons et les programmes sont souvent pris et décidés avec l'intention de les répercuter, par le biais des bureaux régionaux, aux échelons décentralisés du gouvernement. Cependant, souvent, peu d'attention est accordée à la manière dont ces informations sont transmises, à l'accessibilité des informations et au fonctionnement du modèle en cascade dans le contexte d'un roulement élevé des fonctionnaires au niveau des woreda et des régions.

Bien que des systèmes de données clés pour la planification et la prise de décisions soient en place et s'améliorent, la rapidité, le manque d'intégration, la fiabilité des données décentralisées et la capacité analytique limitée restent un défi. Le SIGE est complexe, compte tenu de sa structure décentralisée, fonctionnant au niveau infranational en plus du niveau fédéral. Le SIGE régional et national s'est amélioré au cours des deux derniers plans sectoriels. Les réalisations notables au cours de la période de l'ESDP IV comprennent la mise à disposition de bureaux SIGE dans tous les woredas et l'enquête annuelle sur les écoles accomplie de manière efficace. Le recensement scolaire est coordonné par la direction SIGE du ministère de l'éducation fédéral. Les données sont collectées au niveau des écoles, par le biais de formulaires papier remplis par les directeurs d'école, et acheminées vers la direction du SIGE au niveau central à travers les woredas et les gouvernements régionaux. Le SIGE comprend également un système d'information sur la gestion des écoles (SMIS) et un système d'information sur la gestion des enseignants (TMIS) pour soutenir la collecte des données nécessaires à l'amélioration de la planification et des

décisions. Bien que ces systèmes soient en place pour collecter des données spécifiques au niveau des écoles, des enseignants et des élèves, ils ne sont pas intégrés, et les directions qui en sont responsables, au niveau national et régional, travaillent souvent en vase clos.

Un problème critique qui a contribué à la fragmentation des systèmes de données est l'absence d'un code ou identifiant scolaire commun. Différentes directions au sein du ministère fédéral et d'autres agences clés telles que l'Agence nationale des évaluations et examens scolaires (National Education Assessment and Examinations Agency, ou NEAEA) utilisent leurs propres codes scolaires (par exemple SIGE et NEAEA) ou n'utilisent aucun code scolaire (par exemple la Direction générale de l'inspection de l'éducation générale (General Education Inspection Directorate, ou GEID) dans le cadre de leurs processus de collecte et de gestion des données. Pour améliorer la qualité du SIGE et améliorer l'intégration des données, le GEQIP-E a soutenu un exercice de cartographie scolaire en 2019 qui a permis la génération d'identifiants uniques pour toutes les écoles. Des identifiants uniques produits au cours de cet exercice ont été utilisés pour cartographier deux années de données d'inspection et sont également introduits dans le système d'évaluation des apprentissages hébergé dans l'agence NEAEA. Pourtant, sans la capacité technique d'analyser ces données ou sans commencer à développer des analyses de données améliorées pour produire plus d'informations, le rôle du SIGE restera limité en ce qui concerne l'élaboration des politiques et le soutien aux efforts à l'échelle du système pour améliorer la qualité de l'éducation et de l'apprentissage. Cela dit, le SIGE et les NLA devraient à terme produire un rapport conjoint.

Une nouvelle structure ministérielle fédérale a été introduite en octobre 2018, par laquelle le ministère des Sciences et de l'Éducation supérieure a pris en charge l'enseignement supérieur et technique/professionnel et le ministère fédéral de l'éducation a conservé sa supervision de l'enseignement général, y compris l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, l'enseignement aux enfants ayant des besoins spéciaux et les enfants non scolarisés. Il est encore trop tôt pour commenter le succès de cette restructuration, bien que les parties prenantes aient signalé des défis potentiels concernant la coordination des activités de planification.

Liens probables entre la mise en œuvre du plan sectoriel et les changements au niveau du système

Dans des domaines clés, en particulier la gestion et, dans une moindre mesure, l'équité, il existe un lien probable entre la mise en œuvre de l'ESDP V (via GEQIP) et les améliorations du système éducatif. Cependant, le faible niveau de mise en œuvre dans certaines régions entrave les progrès vers des changements au niveau du système.

L'examen à mi-parcours de l'ESDP V a mis en évidence un certain nombre de problèmes de mise en œuvre. Cela, et un manque de données sur les activités dans le plan d'action pluriannuel, signifient qu'il est difficile de relier la mise en œuvre du plan aux changements au niveau du système pour la période considérée. En outre, seuls des changements limités au niveau du système ont été observés (entraînés principalement par GEQIP-II et la part variable de l'ESPIG). Les parties prenantes et l'examen à mi-parcours citent à plusieurs reprises l'échec de la mise en œuvre des activités du plan sectoriel comme une raison pour laquelle des changements limités au niveau du système sont observés. Cela est aggravé par la taille de l'Éthiopie, ce qui signifie que les changements positifs pour certains groupes linguistiques (par exemple ceux qui parlent amharique) sont compensés par les chutes dans d'autres. Des cas de figure similaires se rencontrent dans toutes les régions, avec des améliorations à un endroit et des chutes à d'autres. Des améliorations en matière d'équité et d'accès ont commencé à être constatées et devraient rester un domaine d'intérêt constant, en particulier en réponse à la baisse des taux de parité entre les sexes.

Implications pour le PME

Les faiblesses de la mise en œuvre de l'ESDP V signifient qu'il est difficile de vérifier cet aspect de la théorie du changement du PME en Éthiopie. Certains succès dans la mise en œuvre ont été obtenus grâce au GEQIP II et au financement de la part variable, et certains changements de système sont survenus qui n'étaient pas définis dans le plan sectoriel. Cela souligne la nécessité d'un soutien pour traduire les plans en actions et garantir que les plans sont des documents « vivants ».

La domination continue des projets GEQIP dans le dialogue sectoriel et la mise en œuvre signifie que, comme GEQIP ne met pas en œuvre l'intégralité de l'ESDP V, des questions sectorielles plus larges peuvent être ignorées. Compte tenu des capacités limitées et des incitations financières claires pour se concentrer sur la mise en œuvre du GEQIP, il est important que le Secrétariat du PME renforce ses objectifs de changements de système sectoriels auprès de ses représentants dans le pays afin de s'assurer qu'une attention régulière est accordée au secteur plus large.

J) Résultats d'apprentissage et équité

Changements dans les résultats d'apprentissage, l'équité et l'égalité des sexes

Au cours de la période considérée, aucune amélioration significative de l'apprentissage (en particulier les scores en lecture) n'a été observée au niveau national. Les résultats EGRA pour la maîtrise de la lecture orale en 2e année entre 2014 et 2018 montrent un très léger changement, de 11,6 à 12,5 mots par minute. Cependant, la variation linguistique sous-tendant ce résultat global suggère que les progrès ont été variés, les scores chutant dans quatre des sept régions étudiées. En tant que tel, il est difficile de conclure s'il y a eu un changement significatif au cours de la période.

Les inégalités dans l'apprentissage restent basées sur le sexe, la région et les zones urbaines par rapport aux zones rurales. Les évaluations nationales de l'apprentissage permettent de suivre les résultats au fil du temps. La dernière évaluation nationale en Éthiopie a été réalisée en 2015 pour la 4e année (mathématiques, lecture en langue maternelle, sciences de l'environnement et anglais) et la 8e année (mathématiques, biologie, physique, chimie et anglais). La cinquième évaluation en 2015 était ancrée sur la quatrième évaluation en 2011, permettant une comparaison des performances du système dans le temps par niveau de compétence. L'analyse utilisant les données de 2015 a révélé qu'il y avait des résultats positifs en ce qui concerne les niveaux de compétence. Le nombre d'élèves ayant atteint ou dépassé les compétences de base dans toutes les matières a considérablement augmenté entre 2011 et 2015 pour les deux niveaux testés (4e et 8e années). Alors que les inscriptions ont augmenté de 21%, le nombre total d'élèves ayant atteint, voire dépassé les compétences de base dans toutes les matières a augmenté de 57% de 2011 à 2015.

En ce qui concerne le genre, les garçons réussissent généralement mieux que les filles dans les tests d'apprentissage dans toutes les matières. Les écarts d'apprentissage les plus importants entre filles et garçons en 2011 et en 2015 demeurent en mathématiques, où la différence moyenne en 2015 entre les garçons et les filles était de 4,84%. Des résultats globalement similaires sont observés en 8e année.

En plus des évaluations de l'apprentissage par échantillonnage par le biais de NLA et EGRA, les apprenants passent également des examens nationaux, qui ont lieu à la fin du deuxième cycle du primaire en 8e année, après le premier cycle du secondaire en 10e année et à la sortie de l'école en 12e année. Ces examens sont structurés pour déterminer la progression vers le cycle/sous-cycle suivant, qui est limitée par le nombre de places disponibles. L'examen de l'enseignement secondaire général éthiopien étant référencé, il révèle les performances des élèves par rapport à leurs pairs, plutôt que par rapport à des critères définis. Les scores ne peuvent pas être comparés dans le temps, car l'examen national n'a que

récemment développé une banque d'articles pour les questions, ce qui signifie que la difficulté des tests a varié au fil des ans (cependant, comme les tests sont normalisés, ce n'est pas un problème pour le passage ou non vers la classe suivante) .

L'ESDP V visait des améliorations des résultats aux examens dans le secondaire, en comparant le pourcentage d'élèves achevant un score supérieur à un certain seuil. Ici, les performances ont été mitigées, les gains initiaux reculant et les scores chutant en 2017 pour revenir aux niveaux de 2013 (ou en dessous). Les progrès en 12e année ont été meilleurs, avec une augmentation de la proportion obtenant un score supérieur à 350 de 45,3 à 52,9% entre 2014 et 2017. L'examen à mi-parcours a révélé que cela était dû à l'échec de la mise en œuvre des stratégies au sein de l'ESDP, notamment celles concernant le programme de formation des enseignants et d'amélioration des écoles.

Liens probables avec les changements observés au niveau du système

Il existe des preuves suggérant que l'échec de la mise en œuvre de nombreuses activités au sein du système a conduit à la stagnation ou à une augmentation minimale de l'équité et de l'inclusion. Cependant, lorsque des changements suggèrent que certains impacts se feront sentir sur la qualité, tels que l'élaboration des programmes dans le préscolaire, il n'est pas possible d'en tirer des conclusions d'ordre causal, ceci n'étant pas mesuré.

Implications pour le PME

Il est difficile d'évaluer les changements au niveau des résultats, en partie à cause du calendrier des données sur l'apprentissage. Cependant, les données EGRA suggèrent des défis continus dans l'apprentissage, en particulier dans les premières années - ceci est compensé par la stagnation du taux d'abandon en première année. Le manque de données et de progrès sur de nombreux indicateurs clés de l'ESDP V suggère que la définition des objectifs est peut-être trop ambitieuse. Cela doit être soigneusement examiné dans le contexte d'une utilisation accrue des approches basées sur les résultats.

Le Secrétariat du PME et ses partenaires doivent être conscients de l'équilibre entre des objectifs « stretch » mais réalistes dans toutes les évaluations du plan sectoriel à venir - avec des discussions approfondies sur ce à quoi ressemble le succès dans un système économique et politique qui se développe encore. Ceci est particulièrement pertinent lorsque le financement dépend de la réalisation des objectifs.

K) Conclusions et questions stratégiques

Contributions du PME

L'Éthiopie est un pays en pleine mutation, le système éducatif s'étant rapidement développé pour accueillir un nombre exceptionnellement élevé d'apprenants. Les chiffres actuels de la croissance démographique indiquent que les efforts continus pour garantir l'accès à l'éducation à tous les apprenants resteront une priorité au cours de la prochaine décennie.

La planification de l'éducation est solide et le gouvernement fédéral a la capacité de préparer des plans crédibles pour le secteur. L'année dernière, les principales activités de planification ont été centrées sur la Feuille de route 2030, qui sera le nouveau plan stratégique à long terme pour le secteur de l'éducation. Le processus de la Feuille de route a accru l'inclusivité dans la planification sectorielle grâce à un processus de consultations qui a duré plus de trois ans. Cependant, elle est mise en œuvre sans document officiel approuvé par le Parlement et a considérablement réduit la période consacrée à l'élaboration du prochain plan sectoriel - ESDP VI.

Le suivi et la mise en œuvre, dans un pays grand and diversifié, sont souvent difficiles et restent une faiblesse de l'Éthiopie - où les aspirations de décentralisation sont souvent en contradiction avec une administration centrale forte, avec plus de travail nécessaire pour soutenir les structures décentralisées. La communication des décisions politiques importantes et des approches descendantes de planification et de mise en œuvre reposent souvent sur un modèle en cascade qui n'existe pas, en raison de l'absence de capacités et d'un taux de roulement élevé dans les structures infranationales. En outre, il existe des disparités régionales dans la qualité des données, combinées à des données insuffisantes pour suivre les progrès du plan sectoriel, ce qui montre que davantage d'efforts sont nécessaires pour renforcer le SIGE, en particulier au niveau décentralisé.

Cette capacité variable selon les régions a également posé des défis à la nouvelle modalité de paiement basé sur les résultats. Des objectifs plus plausibles en fonction des disparités régionales et de la prédisposition aux chocs, ainsi qu'une plus grande flexibilité dans la conception des programmes, réduiront le risque de laisser le secteur de l'éducation sans un investissement initial suffisant pour mener à bien les activités prévues.

Bonnes pratiques émergentes

Il existe deux principales bonnes pratiques émanant de l'Éthiopie observées pendant la présente évaluation, la première liée aux partenaires au développement et l'autre au gouvernement éthiopien.

- **Partage du rôle d'agence de coordination:** le poste d'agence de coordination (AC) est passé en 2019 de l'UNICEF à un rôle partagé entre l'USAID et l'ambassade royale de Norvège. La flexibilité du modèle opérationnel du PME pour permettre à certains bailleurs comme l'USAID (qui ne fournit pas de financement direct au Fonds sectoriel commun pour l'éducation ou au GEQIP) d'être impliqués en tant que co-AC a été une force pour soutenir l'harmonisation du dialogue sectoriel, et a été souligné par les parties prenantes comme un atout important dans le contexte d'un pays aussi vaste que l'Éthiopie. De même, les partenaires au développement ont souligné comme étant favorable à la flexibilité d'avoir des co-AC et coprésidents distincts du GLPE, afin que les co-AC puissent se concentrer sur le soutien du gouvernement dans les demandes de financement et le maintien d'un lien solide entre le GLPE et le Secrétariat.
- **Soutenir la vérification conduite par le gouvernement:** l'engagement de l'ASC à respecter son mandat en tant qu'agence de vérification pour l'EERBF et d'autres programmes de paiement par résultats a prouvé que cet organisme gouvernemental semi-indépendant est un ministère de confiance et a renforcé la capacité interne de l'Agence centrale de statistiques, en adoptant des méthodologies, procédures et techniques de triangulation nouvelles pour conduire la vérification.

Pertinence perçue du soutien du PME

Le PME a une longue histoire de soutien à l'éducation en Éthiopie et est tenu en haute estime par le gouvernement et l'ETWG. Cependant, le manque de présence directe du Secrétariat dans le pays et sa contribution à un fonds commun signifient que le PME n'a pas plus de poids que les autres bailleurs en matière de dialogue et de suivi sectoriels. L'introduction de la part variable en 2017 a été considérée par les parties prenantes comme ayant plus fortement influencé le dialogue et la planification sectoriels, tout en renforçant une tendance au cloisonnement et a des modalités de projet pour le suivi et le dialogue.

Questions stratégiques

Les questions stratégiques suivantes découlent de cette évaluation prospective CLE pour le PME.

- Le processus d'évaluation de la crédibilité des plans sectoriels par le Secrétariat du PME offre de nouvelles opportunités d'influencer la planification en Éthiopie. L'ajout de critères de qualité supplémentaires à celui de « faisabilité » permettrait-il d'évaluer si les plans sectoriels combinent un équilibre « approprié » entre des objectifs stretch et réalistes ?
- Alors que l'ESPDG du PME finance des plans sectoriels, la récente scission en deux ministères soulève des problèmes de coordination. Étant donné que la priorité déclarée du PME est (et les partenaires dans le pays sont convaincus) que les ESPIG ne soutiennent que l'éducation de base, cela pourrait poser des difficultés, le ministère de l'enseignement supérieur ayant un appétit limité pour une planification coordonnée. Comment le partenaire bénéficiaire (le ministère national de l'éducation) doit-il gérer le processus de requête ESPIG pour garantir des plans sectoriels crédibles?
- Alors que le PME a une offre de valeur claire en matière d'assistance technique pour la planification, l'Éthiopie est un exemple de la manière dont une planification solide ne se traduit pas nécessairement par une bonne mise en œuvre du plan. Comment le PME peut-il améliorer son offre en termes d'accompagnement à la mise en œuvre?
- Les leviers à la disposition du PME reposent sur une progression ordonnée de l'analyse sectorielle, au plan sectoriel, à la conception et à la mise en œuvre du programme. Cependant, le large Fonds fiduciaire multi-bailleurs (Multi-Donor Trust Fund, ou MDTF) qui pilote la mise en œuvre (GEQIP) s'en écarte. Le décalage entre le calendrier des financements du PME a des implications importantes pour la capacité du PME à influencer la planification du secteur et la conception des programmes en Éthiopie. Comment le PME peut-il mettre à jour son modèle pour refléter ce scénario?